

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76032 ROUEN

ROUEN, le 28/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOLVALOR SEINE**

16, chemin du Halage - BP 207  
76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Références : UDRD.2023.11.ET.740.SB.BrJ  
Code AIOT : 0005802920

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2023 dans l'établissement SOLVALOR SEINE implanté 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de l'action nationale relative à la traçabilité des déchets et de l'action régionale relative à la nature des déchets accueillis sur site en 2023, l'inspection s'est rendue le 2 octobre 2023 sur le site de la société SOLVALOR SEINE, situé 16 chemin de Halage à Sotteville-lès-rouen (76300) afin de réaliser de façon inopinée des prélèvements et analyses sur des déchets de terres susceptibles de contenir de la pyrite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLVALOR SEINE
- 16, chemin du halage BP 207 76300 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005802920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société SOLVALOR SEINE est autorisée par arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 à exploiter une plateforme fluviale de transit et valorisation de terres, déblais de chantier et déchets du BTP inertes et non inertes. Elle est également autorisée par courrier du 4 février 2022 (modifié par courrier du 20 février 2023) à titre expérimental selon un protocole, à traiter, valoriser et/ou éliminer des matériaux susceptibles de contenir de la pyrite sur son site de SOLVALOR SEINE à Sotteville-lès-Rouen.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de l'utilisation du registre déchets national (article R.541-43-1 du code de l'environnement), du registre chronologique interne (certaines prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021) et de la procédure d'acceptation des déchets (certaines prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014) ainsi que certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 ;
  - prélèvement inopiné de terres pour analyses ;
  - évaluation des capacités de traitement du procédé de dépollution du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n°1</u></b>	<b>1 mois</b>
3	Acceptation de déchets inertes non dangereux en transit	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n°2 et 3</u></b>	<b>1 mois</b>
7	Déchets interdits sur site	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.4.5	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n°4</u></b>	<b>1 mois</b>
9	Organisation des déchets au sein du site	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 8.3.2	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n°5</u></b>	<b>1 mois</b>
10	Destination des terres et sédiments après traitement ou transit	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 8.7	/	Lettre de suite préfectorale <b><u>demande n°6 et 7</u></b>	<b>1 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
4	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.3	/	Sans objet
5	Prélèvement de déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article Chap.2.2	/	Sans objet
6	Traçabilité, registres	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article Chap.5.2	/	Sans objet
8	Critère d'admissions	Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.5.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Des améliorations sont attendues de la part de l'exploitant sur la traçabilité : une attention particulière sur le suivi des déchets de terres (compléter le RNDTS des analyses ou numéros des CAP) préciser dans les CAP si les déchets entrent pour une opération de traitement ou de transit, dans le registre déchets sortant en transit la voie de valorisation envisagée. La procédure d'acceptation des terres doit aussi être améliorée (mise à jour du document, transmission de la procédure en cas de déclenchement du portique de radioactivité et précision à apporter sur la vérification visuelle dans la fiche de contrôle d'admission).

Concernant les analyses relatives aux prélèvements effectués, l'exploitant doit transmettre à l'inspection ses conclusions sur l'essai de traitement sur les terres contenant de la pyrite, isoler les fines, sables et graviers issus de l'expérimentation et préciser les exutoires envisagés des matériaux traités. Il conclura également sur l'efficacité ou non de son traitement par lavage du lot expérimental et justifiera sous un délai d'un mois :

- de l'augmentation mise en évidence des teneurs de certains polluants (notamment les hydrocarbures, HAP, ...) dans les matériaux en sortie de traitement (sables et graviers)
- de la présence d'amiante dans les fines humides.

Concernant le porter à connaissance (réceptionné le 29 septembre 2023), l'inspection confirmera ultérieurement le caractère substantiel ou non des modifications apportées aux installations et la procédure d'instruction. Enfin, il a été constaté l'arrêt de l'exploitation de la centrale à béton.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du registre national RNDTS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant enregistre bien dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) via un système développé en interne (API) qui renvoie directement dans la base de donnée électronique centralisée « registre national des déchets ». Par sondage, l'inspection constate que le nom du producteur, de l'expéditeur, du transporteur, le code déchet, la date de réception du déchet, la quantité de déchets et le traitement envisagé (R pour valorisation) sont bien renseignés. Le numéro de CAP/DAP ou numéro de bordereau d'analyse n'est pas indiqué . Les analyses des terres ne sont pas non plus rentrées dans le registre. Sur ce dernier point, l'exploitant explique sa difficulté à rentrer toutes les informations limitées par taille de document à charger et mobilisant une personne à temps plein juste pour rentrer les données (une centaine par jour).</p>

L'inspection constate que les données sont transmises dans le registre national des déchets au plus tard le 30 ou 31 du mois suivant le mois de réception ou d'expédition des terres excavées ou sédiments non dangereux, 7 jours à compter de la réception ou du traitement des déchets dangereux. .
<b>Demande n°1 :</b> l'exploitant verse <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> au registre national des déchets les bordereaux d'analyse ou à minima les numéros de CAP/DAP correspondant
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Registre interne d'admission des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a fait le choix de conserver les terres et sédiments dans son registre interne. Ce registre comporte bien les informations demandées par l'arrêté ministériel. En particulier la traçabilité entre les lots entrants et sortants est assurée par des numéros de lot. Le lot de déchets susceptibles de contenir de la pyrite, et objet du prélèvement, est bien inscrit dans le registre pour une quantité réceptionnée le 12 juillet 2023 de 285,82 tonnes (SJ184-SVS-T-2303122).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Acceptation de déchets inertes non dangereux en transit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 et 5 et 5.4.6 de l'AP du 9/12/2020
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure et certificat d'acceptation préalable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3 :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p><b>Article 5 :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: – le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; – le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; – le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; – l'origine des déchets; – le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant</p>

pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

#### Constats :

L'exploitant présente sa procédure décrivant les modalités d'acceptation des terres sur son site en date du 05/06/2014.

L'inspection relève dans cette procédure que les références (date des arrêtés ainsi que les articles énoncés) à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ne correspondent pas à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 décembre 2020 (arrêté cadre).

Par sondage dans le registre déchet, l'inspection déroule la procédure mise en place sur un lot de déchets réceptionné du 12 au 18 septembre 2023 pour un tonnage de 2 594,54 tonnes avec le code déchets 17 05 04 (terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03\*).

L'exploitant présente la fiche d'identification préalable (FIP) transmise par le producteur ainsi que son Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) correspondant. Le CAP indique notamment l'adresse du chantier, le type de déchets avec le code déchet, le tonnage et la date de début de livraison ainsi qu'un tableau de valeurs maximum admissibles, dans le cas présent, du seuil B indiqué à l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral (correspondant aux valeurs limite d'élimination en installation de stockage de déchets non dangereux). Par contre, le CAP ne précise pas si le déchet fait l'objet d'un traitement ou d'un transit. Toutefois, cette information se retrouve dans le registre chronologique des déchets de l'exploitant, en l'occurrence pour ce lot, il est indiqué « avec traitement avant valorisation (code R5) ».

Ensuite, l'exploitant indique procéder à des vérifications sur les déchets réceptionnés avant leur déchargement notamment sur le contrôle de la non-radioactivité du déchet à l'aide d'un détecteur portatif. Ces informations sont bien reportées sur une fiche de contrôle d'admission. Toutefois, il n'est pas précisé pour le contrôle visuel, ce qui est vérifié (pas de liquide, pas de morceaux de matériaux amiantés, de déchets...). Des échantillons sont ensuite prélevés selon la fréquence indiquée dans l'arrêté préfectoral, soit dans le cas présent, 1 analyse toutes les 1250 tonnes afin de s'assurer de la conformité du déchet réceptionné avec les informations fournies sur la fiche d'identification préalable (FIP).

Pour ce lot, 5 analyses ont ainsi été réalisées par l'exploitant. Les résultats montrent des dépassements aux valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 pour le sulfate (de 5930, 6020, 9030, 8190, 8 560 mg/kg de matière sèche (M.S) pour une valeur limite de 1000 mg/kg de M.S), la fraction soluble (de 9540, 10500, 13500, 13300, 14500 mg/kg de M.S pour une valeur limite de 4000 mg/kg de M.S) ainsi que légèrement pour une analyse sur l'antimoine (de 0,061 mg/kg de M.S pour une valeur limite de 0,060 mg/kg de M.S). Les valeurs sur le sulfate et la fraction soluble sont aussi au-delà de 3 fois les valeurs limites de l'annexe II précitée (critère K3+). Ce déchet n'est **donc pas** classable comme déchet non dangereux inerte.

Toutefois, les valeurs mesurées ne dépassent pas les valeurs maximums admissibles du CAP qui correspondent aux valeurs limites du seuil (B) (critère pour une élimination en installations de stockage de déchets non dangereux) indiquées dans le tableau à l'article 5.4.6 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020. De plus, les valeurs sur les métaux bruts ne dépassent pas non plus les seuils d'alerte concernant le caractère éventuellement dangereux des déchets, en référence à la note du 28 février 2022 de l'exploitant relatif à sa présentation des seuils d'alerte sur le caractère potentiellement dangereux des 8 éléments traces métalliques majeurs dans les terres excavées et sédiments reçu par les plateformes SOLVALOR.

Ce lot ne peut donc pas être admis dans une installation de gestion de déchets inertes relevant des rubriques n°2515, 2516 et 2517 ni dans une installation de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760-3 de la nomenclature des installations classées. Il peut être éliminé dans une installation de stockage de déchet non dangereux non inertes.



L'exploitant a indiqué dans son registre déchets que ce lot est en transit avant d'être valorisé et donc sans traitement (code opération R12), mais ne précise pas quelle est la voie de valorisation envisagée.

**Demande n° 2 :** L'exploitant transmet au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection la procédure d'acceptation des terres mise à jour et précise désormais sur chaque CAP le mode de traitement ou transit retenu. Il est rappelé à l'exploitant que le code de traitement avant valorisation est R12 et non R5 qui s'applique à l'opération de valorisation finale.

**Demande n° 3 :** L'exploitant précise et justifie au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection l'usage futur envisagé pour ce lot et justifie que ces usages seront sans impact sur la santé humaine et l'environnement conformément à l'article L.541-II-3° du code de l'environnement et au chapitre 8.7 de l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2020..

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 1.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des activités

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'inspection constate le jour de la visite qu'il n'y a plus de centrale à béton sur le site, que le rotoluve (permettant le nettoyage des roues des véhicules avant de sortir du site) est en place et que des travaux d'aménagement d'une future déchetterie (objet de la demande du porter à connaissance) sont bien engagés.

L'exploitant précise avoir arrêté l'exploitation de la centrale à béton pour des raisons économiques mais souhaite conserver l'autorisation pour cette activité à l'avenir. L'article L.512-19 du code de l'environnement précise que : « *Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif. Il peut appliquer cette procédure à une partie d'installation située sur un terrain qu'il détermine et qui n'a pas été exploitée durant trois années consécutives.* ».

Ainsi, l'activité des installations de production de béton (centrale à béton) soumise à déclaration au titre de la rubrique n°2518 de la nomenclature des installations classées, devra à nouveau être exploitée avant les 3 ans à compter de la notification du présent rapport (soit en novembre 2026), dans le cas contraire la cessation partielle d'activité devra être déclarée au préfet dans les délais réglementaires.

De plus, l'inspection accuse bonne réception, le jour de la visite du 2 octobre 2023, d'un porter à connaissance, transmis le 29 septembre 2023 relatif à :

- la création d'une filière de traitement et de valorisation des déchets de plâtre,

- la création d'une filière de traitement et de valorisation des déchets de briques plâtrières,
- la création d'une déchetterie professionnelle et la mise en place d'un point de reprise des déchets PMCB (produits et matériaux de construction du bâtiment) dans le cadre de la filière REP opérationnelle,
- l'extension du périmètre ICPE sur une partie de la parcelle voisine d'environ 14 500 m<sup>2</sup>, adjacente au site et permettant d'accueillir les nouvelles activités précitées ainsi que le biocentre (autorisé dans l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020),
- la construction d'un bâtiment administratif.

L'exploitant conclut dans son dossier sur le caractère non substantiel des modifications envisagées. L'inspection confirmera à l'exploitant le caractère substantiel ou non des modifications et de la procédure d'instruction du porter à connaissance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Prélèvement de déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article Chap.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, prélèvement inopiné

**Prescription contrôlée :**

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

**Constats :**

L'inspection s'est rendue sur le site accompagnée d'un laboratoire afin de réaliser des prélèvements d'échantillons sur des déchets de terres susceptibles de contenir de la pyrite, avant et après traitement sur site suivant un protocole expérimental validé par l'inspection dans son courrier du 4 février 2022, modifié par courrier du 20 février 2023.

L'inspection constate la présence d'un tas de déchets de terres dans l'alvéole de stockage des déchets dangereux du site dont une partie a fait l'objet d'un pré-traitement par chaulage à 3 % selon les dires de l'exploitant. Ces déchets de terres ont été réceptionnés le 12 juillet 2023 pour une quantité totale de 285,82 tonnes.

L'exploitant a réalisé deux analyses sur ces terres avant chaulage, le 12 juillet 2023 à 11 h et 15 h, dont les résultats donnent respectivement une teneur en sulfures de 0,56 % et 0,57 %, et un rapport NP/AP à 3,8 et à 5,8 afin d'évaluer le potentiel acidogène de ces matériaux lié à la présence des sulfures.

L'inspection n'a pas constaté la présence d'autre terres que celles dédiées à l'expérimentation dans le process de traitement par lavage avant le démarrage du traitement, le jour de la présente inspection.

L'exploitant indique que toutes les terres feront l'objet d'un prétraitement à la chaux avant d'être dirigées dans le dispositif de traitement par lavage.

Ainsi, les terres chaulées sont mélangées avec de gros cailloux via une trémie et dirigées dans un tambour rotatif alimenté d'eau en continu pour permettre un meilleur brassage des terres.

À l'issue de l'opération, les grosses pierres sont récupérées et les eaux chargées de terres transitent via des tamis successifs permettant notamment de séparer les graviers (de granulométrie 4/20 et 20/80) des sables et des fines. Les sables et fines sont ensuite acheminés et séparés via plusieurs dispositifs d'hydrocyclonage. Les eaux chargées en fines sont stockées dans un bassin puis aspirées dans un silo en y injectant un floculant. Les fines sont récupérées dans le fond du silo et

<p>dirigées vers les filtres presses afin d'en extraire l'eau et d'obtenir des plaques de fines déshydratées.</p> <p>Des prélèvements ont été réalisés sur les deux tas de déchets de terres (chaulées et non chaulées) <b>AVANT TRAITEMENT par lavage</b> dans le procédé Solvalor dont les résultats ont été transmis par courriel du 27 octobre 2023 par le laboratoire de contrôle. Le rapport d'analyse des terres non chaulées confirme qu'elles contiennent des sulfures (Soufre oxydable) avec une teneur de 0,71%, supérieure à la valeur de référence de la note DGPR du 3 décembre 2021 relative à la « <i>Gestion des déblais de chantiers de grandes infrastructures en Île-de-France contenant de la pyrite</i> » de 0,1 % et un rapport NP/AP de 1,2 inférieur à 4 traduisant leur caractère acidogène.</p> <p>Le rapport d'analyse des terres chaulées à 3 % montre que la teneur en sulfure (0,67%) est peu impacté par le mélange mais que ce chaulage permet de remonter le NP/AP à 5,2 au-delà du seuil de 4 permettant de rendre ce matériau non acidogène.</p> <p>Ces deux analyses mettent en évidence que le chaulage à 3 % augmente significativement la fraction soluble.</p> <p>Par ailleurs, le procédé de traitement expérimenté a les influences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la teneur en métaux bruts et HAP augmente légèrement,- le teneur en hydrocarbure augmente significativement,</li> <li>- la libération de sulfate est réduite.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Traçabilité, registres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article Chap.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre chronologique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, l'ensemble des déchets admis sur le site ou produits par les activités doit faire l'objet d'un enregistrement sur des registres d'entrées et de sorties dont les contenus sont indiqués dans les articles ci-après.</p> <p>Ces registres sont conservés au moins trois ans et sont tenus à la disposition des installations classées. Ils peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.</p> <p>Une traçabilité doit être assurée entre les déchets entrants et sortants du site.</p> <p>Conformément à l'article L . 541-7 l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées et déclare toutes les informations relatives à la quantité, la nature, l'origine des déchets, des terres excavées et des sédiments reçus et traités sur site ainsi que les quantités de matières issues du traitement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'ensemble des déchets admis sur le site ou produits par les activités font bien l'objet d'un enregistrement dans les registres des déchets entrants (déchets réceptionnés et des refus d'admission) et sortants (déchets de terres mis en traitement ou en transit et des déchets d'exploitation (ferraille, bois...)). Les informations nécessaires sont bien déclarées et à disposition de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des déchets réceptionnés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets suivants ne sont pas autorisés sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déchets radioactifs ;</li> <li>• Déchets provenant des INB (Installations Nucléaires de Base) ;</li> <li>• Déchets d'activité de soins à risques (produits chimiques, médicamenteux et objets piquants ou coupants tels qu'ampoules de médicaments) ;</li> <li>• Cadavres d'animaux ;</li> <li>• Farines animales ;</li> <li>• Ordures ménagères ;</li> <li>• Déchets Industriels en vrac ;</li> <li>• Armes chimiques ou non chimiques, explosifs ;</li> <li>• Déchets d'amiante libre ou en fibres ;</li> <li>• Déchets liquides ;</li> <li>• Huiles usagées ;</li> <li>• Déchets présentant les propriétés H1 (explosifs) et H9 (infectieux).</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non et à des analyses par un laboratoire indépendant sur tous les déchets présents sur le site.</p> <p>Une procédure de détection de la radioactivité et une procédure d'information et d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme sont établies et portées à la connaissance de l'inspection des installations classées. En particulier, un appareil de détection de radioactivité est mis en place à l'entrée du site afin que chaque camion ou barge puisse être contrôlé.</p> <p>En cas de détection d'une source radioactive, le camion à l'origine du déclenchement est mis en quarantaine sur une aire spécifique (au niveau de la zone de contrôle) et un périmètre de sécurité est mis en place à l'aide d'un radiamètre portable. L'inspection des installations classées est tenue informée de ce déclenchement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare ne pas avoir eu de déclenchement à la radio-activité sur 2022/2023. Or, il est indiqué dans le rapport d'activité du site au titre de l'année 2022 que plusieurs camions ont déclenché le portique de radioactivité en avril 2022. Le chargement (sous le CAP SI 109) a fait l'objet d'un isolement et d'un nouveau contrôle quelques jours après dont les valeurs au radiamètre portatif sont repassées en dessous du seuil d'alarme. Il est rappelé que l'inspection doit être tenue informée de tout déclenchement.</p> <p><b><u>Demande n° 4 :</u></b> l'exploitant transmet <b><u>au plus tard sous un délai d'un mois</u></b>, à l'inspection la procédure de détection de la radioactivité, d'information et d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 5.5.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification sur place			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute arrivée de déchets au sein de l'une des installations du site fait l'objet des vérifications décrites au présent article. Ces vérifications doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée de ces déchets. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications.</p> <p>Chaque chargement de déchets fait l'objet d'une inspection visuelle et éventuellement d'un contrôle olfactif avant ou après le déchargement.</p> <p>À cette occasion, les documents suivants sont vérifiés :</p> <p>le cas échéant, les documents requis par le règlement CE 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</p> <p>le cas échéant, le certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;</p> <p>le bordereau de suivi du déchet ;</p> <p>tout autre exemplaire original d'un document de suivi qui s'avérerait nécessaire.</p> <p>Par ailleurs le chargement de déchets fait l'objet des vérifications suivantes :</p> <p>mesure de la température si nécessaire ;</p> <p>détection de la radioactivité si le déchet est d'origine extérieure au site, c'est-à-dire non produit par l'une des installations de traitement des déchets du site.</p> <p>Analyses de la concentration des paramètres suivants, selon le volume du lot reçu :</p>			
Paramètres analysés	Lot < 2000 t	2000 t < lot < 5000 t	Lot > 5000 t
PH Matières sèche HCT BTEX HAP As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg, Cyanures	1 analyse toutes les 500 t (soit 1 à 4 analyses)	1 analyse toutes les 1 250 t (soit 2 à 4 analyses)	1 analyse toutes les 2 000 t (soit au moins 3 analyses)
<p>La vérification sur place a pour objet notamment de vérifier la conformité des déchets réceptionnés avec les informations fournies lors de l'information préalable. Toute livraison de déchets n'ayant pas fait l'objet d'une information préalable est refusée.</p> <p>En cas de non-présentation des documents susvisés ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement à l'inspection des installations classées, au préfet de Seine-Maritime, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi. Il renseigne par ailleurs le registre prévu à cet effet (article 5.2.4 des présentes prescriptions).</p> <p>Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillances appliquées par ailleurs sur l'ensemble de</p>			

<p>la filière d'élimination.</p> <p>Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces vérifications. Il appartient, le cas échéant, à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement.</p> <p>Lorsque le déchet est définitivement accepté, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet. Le bordereau de suivi de déchet est dûment renseigné (article 5.2.5 des présentes prescriptions).</p> <p>L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non (à hauteur de 2 fois/an) et à des analyses par un laboratoire indépendant ainsi qu'à une caractérisation de la dangerosité sur les déchets réceptionnés ou produits sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection constate que le nombre d'analyse par lot de déchets est conforme à la fréquence indiquée dans le tableau de l'article 5.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 en fonction du tonnage total du lot.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 9 : Organisation des déchets au sein du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 8.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Condition d'entreposage des terres et déchets dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones indiquées à l'article précédent sont clairement délimitées (mise en place de plots à minima) et identifiées sur le site (...)</p> <p>Le mélange de lots n'est autorisé qu'avant traitement par lavage ou biopile.</p> <p>Les zones destinées à accueillir des déchets dangereux sont couvertes, imperméables et les eaux de ruissellement sont dirigées dans les filières de traitement adaptées, conformément au titre 4 des présentes prescriptions.</p> <p>Les autres zones de même que les voies de circulation sont imperméabilisées.</p> <p>La hauteur limite des tas constitués dans chacune de ces zones est de 7 mètres, à l'exception de la zone 7 où la hauteur des terres dangereuses est limitée à 4 mètres. Les tas présentent des pentes maximales de talus de 3 m horizontal pour 2 m vertical. Ces tas sont constitués à l'aide d'une chargeuse à pneus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate le jour de la visite que la toiture de la zone 5 de stockage de déchets de terres dangereuses avant traitement ainsi que la bâche de la zone 7 de stockage des fines (déchets dangereux) issues du traitement par lavage présentent des détériorations ne permettant plus de garantir une couverture étanche.</p>
<p><b>Demande n° 5 :</b> l'exploitant répare <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> les toitures des zones 5 et 7 afin de garantir une couverture étanche sur tous les tas de déchets dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 10 : Destination des terres et sédiments après traitement ou transit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2020, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Analyses et filières de valorisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces déchets traités sont analysés sur un ensemble d'échantillons représentatifs du lot de terres ou de déchets de déconstruction ou d'une même période de traitement (campagne) afin de s'assurer de l'obtention du niveau de décontamination défini initialement. Un échantillon représentatif des terres et déchets de déconstruction valorisés est conservé.</p> <p>La prise d'échantillon se fait par lot comme et les fréquences minimales à respecter sont indiqués dans le tableau. Les résultats de ces contrôles sont portés dans le registre de suivi des terres et déchets de déconstruction traités. La destination des matières est fonction du niveau de pollution résiduelle après traitement est indiquée dans ce même registre.</p> <p>Ces fréquences de prélèvement définies ci-avant peuvent être réévaluées, sur proposition justifiée de l'exploitant, incluant un retour d'expérience sur sa pratique et les résultats d'analyses obtenus et/ou en cas de campagne dédiée pour des terres homogènes de même origine.</p> <p>L'inspection des installations classées peut procéder ou faire procéder aux frais de l'exploitant à des prélèvements inopinés ou non (à hauteur de 2 fois / an) et à des analyses par un laboratoire indépendant ainsi qu'une caractérisation en dangerosité sur les déchets issus du traitement ou en transit. Les déchets non dangereux non inertes ou non dangereux inertes issus des traitements sur site peuvent être valorisés directement ou après une opération de négoce sous réserve du respect des recommandations et démarches établis par les guides de valorisation référents en vigueur correspondants notamment aux usages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• en technique routière ;</li><li>• en infrastructure linéaire ;</li><li>• en génie civil ;</li><li>• en aménagement ;</li><li>• en couverture temporaire ou définitive d'installation de stockage de déchets le cas échéant (sous réserve du respect des critères d'admission en ISDND et ISDD) ;</li><li>• en matériaux de construction.</li></ul> <p>A défaut de valorisation, les terres sont stockées dans des installations autorisées. En l'absence de guides référents, en particulier pour la production d'équipement en béton (blocs béton, autre) et mortier issus de déchets non inertes selon l'article 5.4.6 des présentes prescriptions, la valorisation fait l'objet d'une étude d'impact environnementale et sanitaire sur le lieu ou pour un type d'usage, et est soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cas d'un retour des terres sur le site d'origine, les critères de décontamination sont définis dans le cadre du plan de gestion du site d'origine et validés par l'autorité réglementaire compétente localement. Ils sont établis dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable.</p> <p>Chaque évacuation fait l'objet d'un enregistrement sur le registre de déchets prévu à l'article 5.2.3 des présentes prescriptions.</p> <p>Les déchets potentiellement dangereux au titre de l'article R. 541-8 du code de l'environnement à l'issue du traitement ne peuvent être valorisés sans avoir fait l'objet d'une caractérisation préalable et d'une démonstration de leur non dangerosité.</p> <p>L'évacuation des terres, sédiments, déchets ou matériaux dangereux au titre de l'article R.541-8 du code de l'environnement n'est possible que vers une installation dûment autorisée à les recevoir.</p> <p>Dans tous les cas, quelle que soit la nature des terres et déchets, la valorisation ou l'élimination des terres en dehors de la France fait l'objet d'une procédure de notification au titre du règlement européen 1013/2006 CE du 14 juin 2006 (transfert transfrontalier de déchets).</p>

**Constats :**

Dans le cadre de l'essai sur le lot de déchets de terres susceptibles de contenir de la pyrite, des prélèvements ont été réalisés **APRÈS TRAITEMENT** sur les graviers (granulométrie 4/20), les sables et les fines (avant et après le filtre presse) dont les résultats ont été transmis par courriel du 27 octobre 2023 par le laboratoire de contrôle.

Le rapport relève notamment la présence d'amiante dans le tas de fines humides (avant passage dans le filtre presse).

L'inspection constate que les analyses réalisées après traitement par lavage sur 4 fractions différentes issues de ces opérations (fines humides, fines pressées, sables et graviers) montrent également :

- une stabilisation ou baisse des teneurs en métaux bruts uniquement dans la fraction gravier ;
- une augmentation des teneurs en métaux bruts dans les fractions fines ;
- une concentration en hydrocarbure C10-C40 très fortement augmentée (au-delà de 500 mg/kg sauf pour les graves). **Ce qui rend les lots de fines et sables impropres à la valorisation et à l'enfouissement en ISDI;**
- une forte augmentation de la teneur en HAP et plus ponctuellement BTEX ;
- une augmentation de la teneur en PCB (au delà de 1 mg/kg sauf gravier). **Ce paramètre rend également les lots de fines et sables impropres à la valorisation et à l'enfouissement en ISDI;**
- le taux de sulfate redevient supérieur à 1000 mg/kg (reste inférieur à 3000 pour les sables et graviers) ;
- la lixiviation des métaux (Chrome, Cuivre, nickel) est augmentée pour certaines fractions au-delà des valeurs limites de l'arrêté du 12 décembre 2014;
- **le taux de sulfure reste supérieur à 0,1 % (y compris dans les graviers) mais baisse dans toutes les fractions sauf dans les sables où il augmente nettement ;**
- le NP/AP reste supérieur à 4. Il augmente très nettement sauf pour les sables où il est légèrement en baisse.

Les analyses réalisées sur les lots générés pendant l'opération de lavage contiennent des teneurs en polluants et en sulfures qui les rendent impropres à toute opération de valorisation (sauf peut être pour les graviers sous réserve que le site soit autorisé à recevoir des déblais dit pyriteux).

Il est rappelé que le guide CEREMA (technique routière) ne s'applique qu'à la fraction grossière supérieure à 20 mm, les graviers ne sont donc pas concernés par ce guide.

**Demande n°6 :** l'exploitant isole dès à présent les matériaux (fines, sables, graviers) issus de l'expérimentation ou en attente de traitement sur site avant leur évacuation dont la destination doit préalablement faire l'objet d'un avis de l'inspection. Il transmet **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'inspection les exutoires autorisés conformément à la note DGPR du 3 décembre 2021 relative à la « *Gestion des déblais de chantiers de grandes infrastructures en Île-de-France contenant de la pyrite* »

**Demande n°7 :** l'exploitant remet **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'inspection un rapport d'essais complet ainsi que ses conclusions sur l'essai de traitement réalisé sur les déchets de terres contenant des sulfures sous forme de pyrite. Il justifie également la présence d'amiante dans l'échantillon de fines humides et l'augmentation des teneurs en polluants organiques (HCT, PCB) dans les matériaux en sortie du procédé de traitement .

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois